



PERSONNELS ADMINISTRATIFS

ASSEZ D'ANNONCES !

COMMUNIQUÉ : — LES AGENTS VEULENT DES ACTES !

Dans sa lettre ouverte au garde des Sceaux, lors de son audience du 1^{er} septembre, et lors du dernier CSA ministériel, **FO Justice** a encore et encore réaffirmé ses exigences claires concernant les personnels administratifs : des engagements tenus, des échéances précises et des actes concrets.

Quelques jours plus tard, le constat est sans appel : **toujours aucune réponse du secrétariat général.**

**IFSE : LE MINISTÈRE ANNONCE, LE MINISTÈRE CONFIRME...
MAIS PERSONNE NE SAIT QUAND LES AGENTS SERONT PAYÉS !**

Le ministère s'est engagé à verser la revalorisation de l'IFSE avant la fin de l'année.

► Mais quelle année ?

Aucun calendrier de mise en paiement. Aucune échéance. Aucune consigne claire aux directions.

La situation devient ubuesque : **les services paye eux-mêmes interrogent les représentants FO Justice pour savoir s'ils disposent d'informations !**

Et pendant ce temps, la fin de gestion annuelle approche à grands pas.

Autrement dit, le ministère prend du retard sur une mesure annoncée, avec l'engagement d'un versement avant la fin de l'année, **sans donner aux services les informations nécessaires pour l'anticiper et la mettre en œuvre dans de bonnes conditions.**

► Et qui va devoir se démener une nouvelle fois pour rattraper ce retard ?

Les « petites mains sous-payées, mésestimées, maltraitées, méprisées » de l'administration.

Ces « petites mains » qui, dans les services RH et paye, devront travailler dans l'urgence, gérer les contraintes techniques et administratives et tout mettre en œuvre pour que les agents soient finalement payés dans les délais.

FO Justice refuse que l'impréparation du secrétariat général soit une nouvelle fois compensée par la mobilisation des personnels administratifs.

NOUS, Personnels Administratifs, avons assez attendu.

NOUS, Personnels Administratifs, voulons la mise en paiement, pas une nouvelle promesse.

.../...

GT PLAN DE REQUALIFICATION : ON SE MOQUE DU MONDE ?

Le groupe de travail consacré au plan de requalification de C en B est prévu lundi 12 octobre.

Nous sommes jeudi 8 octobre et toujours aucun document de travail n'a été transmis.

Le plus préoccupant reste la liste des postes qui seront requalifiés, que les personnels administratifs attendent toujours.

- Comment les représentants du personnel sont-ils censés préparer sérieusement ce groupe de travail ?
- Comment analyser les propositions ?
- Comment identifier les difficultés ?
- Comment formuler des contre-propositions ?

Le dialogue social ne peut pas consister à découvrir les dossiers en séance et à travailler dans l'urgence.

► RAPPELONS LES FAITS :

- Le plan de requalification s'étend sur **quatre années : 2026, 2027, 2028 et 2029.**
- Les opérations de **liste d'aptitude et d'examen professionnel au titre de 2026 ont déjà été réalisées.**
- Les lauréats ont dû se positionner sur la campagne de mobilité des secrétaires administratifs du printemps. Ceux qui n'ont pas obtenu de poste doivent désormais se positionner sur la campagne d'automne, actuellement en cours.

Et pendant ce temps, toujours aucune visibilité sur les postes qui seront requalifiés.

Certains agents ont donc pu effectuer une **mobilité géographique ou fonctionnelle**, alors qu'ils étaient peut-être déjà sur un poste appelé à être requalifié.

► Est-ce cela, la gestion prévisionnelle des carrières ?

Demander aux agents de faire des choix professionnels engageants tout en leur refusant les informations nécessaires pour les éclairer n'est pas acceptable.

Un agent qui change de poste aujourd'hui doit-il découvrir demain que le poste qu'il occupait était finalement requalifié ?

BIS RÉPÉTITA !

Allons-nous assister à nouveau à ce qui s'est passé lors du précédent plan de requalification ?

L'administration présente sa liste et les représentants du personnel devraient se contenter de l'accepter sans discussion ?

FO JUSTICE DIT NON !

Si le ministère souhaite un dialogue social de qualité, qu'il donne aux organisations syndicales les moyens de le faire vivre.

Les personnels administratifs méritent mieux qu'une navigation à l'aveugle.

.../...

FO JUSTICE EXIGE DES RÉPONSES !!!

► FO Justice exige :

- La transmission **IMMÉDIATE**, aux directions et aux services paye, des consignes claires permettant la mise en paiement de la revalorisation de l'IFSE ;
- La transmission **IMMÉDIATE** des documents nécessaires au GT du 12 octobre ;
- La communication **IMMÉDIATE** de la liste des postes susceptibles d'être concernés par le plan de requalification ;
- Des explications sur les conséquences pour les agents ayant déjà effectué une mobilité sur des postes qui seraient requalifiés.

Le ministère ne peut pas demander aux agents de faire des choix de carrière **sans leur donner les informations indispensables.**

Le ministère ne peut pas demander aux représentants du personnel de travailler sérieusement **sans leur transmettre les éléments nécessaires.**

Et le ministère ne peut surtout pas faire porter aux services RH et paye **les conséquences de ses propres retards.**

► FO Justice le dit clairement :

**LES PERSONNELS ADMINISTRATIFS NE VEULENT PLUS DE PROMESSES.
LES PERSONNELS ADMINISTRATIFS VEULENT DES ACTES.**

Le temps des annonces est terminé ! Le temps des réponses est venu !!!

FO Justice – le 8 Octobre 2026

ÉLECTIONS
PROFESSIONNELLES
DU 3 AU 10 DÉCEMBRE 2026

FO **RÉSISTER!!**
RIEN LÂCHER!

ACTION, RESPECT, ÉQUITÉ

JE VOTE **FO** **Justice**

POUR TOUS LES PERSONNELS